

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

vendredi 20 mars 2026

Iran : une victoire militaire annoncée, incertitudes économiques persistantes...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg	Price	Change	% Chg	
Crude Oil	84.06	-2.06	-2.36%	S&P 500	6,696.49	-18.21	-0.27%	S&P F	6,665.75	5.75	0.09%
Gold	4,654.70	89.00	1.93%	Dow Jones	46,021.43	-205.72	-0.44%	NASDAQ F	24,588.50	8.5	0.03%
Silver	72.81	1.60	2.24%	Nasdaq	22,090.69	-61.73	-0.28%	DJIA F	46,416	75	0.16%
				VIX	24.06	-1.03	-4.11%				
DXY Index	99.41	0.180	0.18%								
Euro	1.1563	-0.003	-0.22%								
Yen	158.4	0.690	0.44%	Energy			1.46%	Hang Seng	25,339.47	-161.11	-0.63%
Pound	1.3409	-0.002	-0.16%	Financials			0.03%	Shanghai	3,984.71	-21.84	-0.55%
				Information Technology			0.00%	Singapore	4,946.28	-21.33	-0.43%
				Real Estate			-0.23%	Asia Dow	5,451.35	-12.84	-0.23%
U.S. 10yr	4.253	-1.2		Health Care			-0.39%				
Germany 10yr	2.963	1.3		Utilities			-0.47%	Stoxx 600	583.64	-14.29	-2.39%
Italy 10yr	3.776	3.7		Communication Services			-0.58%	CAC 40	7,807.87	-162.01	-2.03%
Japan 10yr	2.268	5.0		Industrials			-0.67%	DAX	22,839.56	-682.69	-2.82%
				Consumer Staples			-0.84%	FTSE MIB	43,701.38	-1,039.96	-2.32%
Bitcoin USD	70,487	222	0.32%	Consumer Discretionary			-0.87%	IBEX 35	16,905.90	-393.2	-2.27%
Ethereum USD	2,136.40	-10.17	-0.47%	Materials			-1.55%	FTSE 100	10,063.50	-241.79	-2.35%

Cours au 20/3/26 7:26 AM

Achevé de rédiger à 7h30

Guerre au Moyen-Orient : entre avancées militaires et pressions diplomatiques

- Au 21^{ème} jour du conflit, les combats s'intensifient au Moyen-Orient avec des frappes et tensions régionales élargies, tandis que les marchés pétroliers restent volatils malgré des mesures de stabilisation. Les appels diplomatiques à la désescalade se multiplient dans un contexte de fortes incertitudes.
- Mais, Benjamin Netanyahu affirme que l'Iran est durablement affaibli, avec la destruction de ses capacités nucléaires et balistiques. Il présente cette offensive comme un tournant stratégique majeur pour la sécurité régionale. De son côté, Donald Trump a affirmé avoir demandé l'arrêt des attaques contre les infrastructures énergétiques iraniennes.
- Ces déclarations politiques ont été confirmées par les renseignements américains. Ils estiment que les frappes ont neutralisé les capacités nucléaires et balistiques de l'Iran, réduisant fortement son potentiel militaire stratégique. Toutefois, si le risque nucléaire diminue à court terme, Téhéran conserve des capacités de nuisance asymétriques et de déstabilisation régionale.
- Le président du Parlement iranien devient une figure centrale du pouvoir, chargé de maintenir la cohésion interne et de gérer la crise. Son rôle reflète une recomposition politique face aux dégâts du conflit.
- Le Pentagone demande plus de 200 Mds \$ pour financer la guerre, suscitant de vives critiques au Congrès en raison de son coût élevé. Le conflit pourrait devenir l'un des engagements militaires les plus onéreux récents.
- Selon Bessent, les Etats-Unis envisagent d'assouplir les sanctions sur le pétrole iranien pour stabiliser les prix et contenir l'inflation. Cette option reste conditionnée à des garanties de sécurité et soulève des enjeux diplomatiques.
- Une majorité d'Américains anticipe une intervention terrestre en Iran par Donald Trump mais y est largement opposée, craignant un conflit long et coûteux. Cette réticence crée une tension politique entre la stratégie militaire de l'exécutif et les attentes d'une opinion publique plus prudente.

Au 21^{ième} jour de la guerre au Moyen-Orient, les affrontements s'intensifient avec des attaques de missiles et de drones visant plusieurs pays du Golfe, notamment les Emirats arabes unis, le Koweït et l'Arabie saoudite, tandis qu'un incendie sans victime a été signalé à Bahreïn après des débris liés à une frappe iranienne. Israël poursuit ses opérations avec de nouvelles frappes à Téhéran et fait état de tirs iraniens au-dessus de Jérusalem, sans pertes humaines mais avec des dégâts matériels. Sur le plan sécuritaire, les Emirats ont annoncé l'arrestation d'un réseau lié à l'Iran et au Hezbollah. **Les marchés pétroliers montrent un léger reflux, le Brent repassant sous les 110 \$ (après un pic hier à 118 \$) et fluctuant, ce matin, autour des 107 \$, alors que des stocks stratégiques sont libérés pour stabiliser les prix. Le WTI chute de 2,1% à 94,2 \$ (après un pic à 99,4 \$), rassuré par les mesures de l'administration américaine et les déclarations de Donald Trump qui a affirmé avoir demandé l'arrêt des attaques contre les infrastructures énergétiques iraniennes.** Sur le plan diplomatique, l'Union Européenne appelle à un moratoire sur les frappes visant les infrastructures civiles et énergétiques, tandis qu'Emmanuel Macron évoque un cadre onusien pour sécuriser le détroit d'Ormuz après le conflit. **Israël affirme avoir neutralisé les capacités iraniennes d'enrichissement d'uranium et de production de missiles, tandis que l'Iran menace d'une riposte accrue et que les Etats-Unis maintiennent une position militaire sans échéance définie.** Le Liban appelle à une trêve après plus de 1 000 morts liés aux frappes israéliennes.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé que l'Iran était en passe d'être décimé par l'offensive militaire en cours. Selon le dirigeant, l'intensité des frappes a atteint un point de non-retour, plaçant les infrastructures vitales du pays sous une pression destructrice sans précédent. Benjamin Netanyahu insiste sur le fait que la campagne actuelle ne vise pas seulement une neutralisation temporaire, mais une dégradation durable et profonde des capacités de nuisance du régime iranien. Malgré les mises en garde internationales contre un embrasement généralisé, Israël maintient sa ligne dure, arguant que la sécurité à long terme de la région dépend de l'affaiblissement définitif des centres de pouvoir iraniens. De plus, selon M. Netanyahu, **l'Iran n'est désormais plus en mesure d'enrichir de l'uranium à des fins militaires, ni de produire des missiles balistiques après une série de frappes ciblées contre les complexes industriels et de recherche du pays.** Le Premier ministre israélien a précisé que les composantes essentielles du programme nucléaire et les chaînes de montage de missiles à longue portée ont été neutralisées, privant Téhéran de ses capacités de dissuasion stratégique. Ces destructions, confirmées par des rapports de renseignement, marquent un coup d'arrêt majeur aux ambitions atomiques iraniennes après vingt jours de conflit intense. **Selon le dirigeant, cette situation modifie radicalement l'équilibre des forces au Moyen-Orient, forçant le régime à reconsidérer sa stratégie de confrontation face à l'impossibilité technique de reconstituer ses stocks d'armes de pointe à court terme.** Cette annonce vise également à rassurer les alliés occidentaux sur l'efficacité des opérations menées pour écarter durablement la menace d'une escalade nucléaire dans la région.

Après 20 jours de conflit ouvert, les services de renseignement américains estiment que l'Iran n'a plus la capacité technique d'enrichir de l'uranium à des fins militaires ni de fabriquer des missiles balistiques à longue portée. Les frappes chirurgicales menées contre les sites stratégiques ont neutralisé les infrastructures clés du programme nucléaire et balistique iranien, affaiblissant considérablement le potentiel de riposte technologique de Téhéran. Cette dégradation des capacités militaires intervient alors que le régime iranien multiplie les déclarations d'agression, malgré une réalité opérationnelle fortement compromise sur le terrain. Pour les experts, cette neutralisation des sites de production réduit le risque d'une escalade vers l'arme atomique à court terme,

même si la menace de guérilla régionale et de blocage des routes maritimes persiste. L'impact de ces destructions sur la chaîne de commandement et la logistique iranienne marque un tournant dans la durée du conflit, limitant les options de Téhéran à des actions de sabotage ou à l'utilisation de stocks de munitions préexistants.

Le président du Parlement iranien s'impose désormais comme l'homme clé du pouvoir à Téhéran, au cœur d'une restructuration politique interne précipitée par le conflit actuel. Son influence croissante au sein de l'appareil d'Etat en fait l'interlocuteur principal des différentes factions du régime, cherchant à maintenir une cohésion nationale alors que les capacités militaires du pays sont durement touchées. Ce profil, alliant expérience législative et liens étroits avec les structures sécuritaires, apparaît comme une figure de stabilité capable de naviguer entre la nécessité de répondre à l'agression extérieure et la gestion des tensions sociales croissantes. Son rôle est devenu déterminant dans la coordination de la défense et des ressources économiques du pays, alors que le gouvernement doit composer avec des infrastructures énergétiques et industrielles endommagées. **Cette montée en puissance suggère une possible transition ou un glissement du centre de gravité politique iranien vers une gestion plus pragmatique mais toujours ferme de la crise sécuritaire.**

Le Pentagone demande plus de 200 Mds \$ supplémentaires pour financer la guerre en Iran, une requête transmise à la Maison Blanche mais encore susceptible d'évoluer, qui suscite de fortes critiques au Congrès, y compris dans les rangs républicains, en raison de son ampleur jugée excessive au regard des budgets récents déjà records. **Les premiers coûts du conflit dépassent déjà 11 Mds \$ en six jours, avec des estimations quotidiennes comprises entre 1 et 2 Mds \$, laissant entrevoir l'un des engagements militaires les plus coûteux depuis l'Irak et l'Afghanistan.** Cette demande intervient alors que le budget de la Défense pour 2026 atteint environ 840 Mds \$ et qu'un financement additionnel de 156 Mds \$ a été adopté l'année précédente, alimentant les critiques des démocrates qui dénoncent un contraste avec les coupes dans les dépenses sociales et une guerre largement impopulaire. **Plusieurs élus appellent à refuser ce financement pour mettre fin au conflit, tandis que certains responsables républicains expriment également leur surprise et attendent des précisions sur l'utilisation des fonds.**

Scott Bessent a indiqué que les Etats-Unis pourraient envisager la levée de certaines sanctions visant le pétrole iranien afin de stabiliser les marchés mondiaux de l'énergie. Cette éventualité s'inscrit dans une stratégie plus globale visant à accroître l'offre disponible sur le marché international pour faire baisser les prix à la pompe et réduire les pressions inflationnistes sur l'économie américaine. **Un tel assouplissement diplomatique dépendrait toutefois de garanties strictes de la part de Téhéran concernant la sécurité régionale et le respect des accords internationaux.** Pour Washington, l'enjeu est de trouver un équilibre entre ses impératifs de sécurité nationale et la nécessité de protéger le pouvoir d'achat des citoyens face à un baril de pétrole qui reste à des niveaux élevés. Si elle se concrétisait, **cette mesure apporterait un soulagement immédiat aux marchés physiques mais soulèverait également des questions complexes sur la cohérence de la politique étrangère américaine dans la région.**

Une large majorité de citoyens aux Etats-Unis anticipe une intervention terrestre de Donald Trump en Iran, tout en exprimant une opposition ferme à un tel scénario selon un récent sondage. Bien que la rhétorique présidentielle laisse présager une intensification des opérations militaires au-delà des frappes aériennes, l'opinion publique reste traumatisée par les

précédents conflits prolongés au Moyen-Orient et redoute un enlisement coûteux en vies humaines et en ressources financières. Les sondés craignent que l'envoi de troupes au sol ne déstabilise davantage la région et n'entraîne une hausse durable des prix de l'énergie, impactant directement le coût de la vie sur le sol américain. Cette méfiance populaire constitue un défi politique majeur pour l'administration Trump, qui doit composer entre sa volonté de neutraliser totalement la menace iranienne et la nécessité de maintenir un soutien électoral à l'approche des prochaines échéances. **Le sondage met en lumière une fracture nette entre la stratégie de puissance affichée par l'exécutif et les aspirations d'une population favorable à une résolution diplomatique ou strictement aérienne du conflit.**

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les indices boursiers américains ont terminé la séance d'hier en baisse, au terme d'une séance extrêmement volatile dominée par l'escalade géopolitique au Moyen-Orient et ses répercussions directes sur les marchés de l'énergie, ravivant les craintes inflationnistes et pesant sur les anticipations de politique monétaire, même si Wall Street a finalement nettement limité ses pertes par rapport à la violence observée en Europe et sur certaines classes d'actifs en début de la séance. L'indice S&P 500 a ouvert en net baisse, à 6 583 (- 1,0%), avant de remonter à 6 600 et fluctuer dans une bande de 6 757 et 6 600 (- 0,3%/- 0,9%). A une heure de la clôture, l'indice a bondi de 6 575 à 6 637 (+ 0,2% !), avant de retomber à 6 606 (- 18 points) en clôture, en baisse de 0,3%, limitant ses pertes. Le Dow Jones a cédé - 0,4% à 46 021 (- 204 points) et le Nasdaq Composite a abandonné - 0,3% à 22 091 (- 62 points). Le VIX, après un pic à 27,5 en séance, a finalement reflué à 24,0 (- 4,1%), illustrant un apaisement relatif en fin de journée.

La séance a été rythmée en premier lieu par les tensions extrêmes sur le marché pétrolier, après les frappes iraniennes sur des infrastructures énergétiques majeures, notamment le *hub* gazier de Ras Laffan au Qatar et une raffinerie saoudienne à Yanbu, alimentant des craintes de perturbations durables de l'offre mondiale. De plus, l'écart entre les cours du *Brent* et du *WTI* a connu des sommets pluriannuels en raison de la sensibilité accrue du Brent aux flux maritimes du Moyen-Orient. Cette flambée initiale des prix de l'énergie a provoqué un mouvement de panique en ouverture, combiné à une envolée du gaz naturel et une tension brutale sur les taux longs, avant un retournement progressif en séance alimenté par des déclarations politiques américaines évoquant un assouplissement potentiel des sanctions sur le pétrole iranien et des efforts pour sécuriser les routes d'approvisionnement, permettant aux indices de réduire significativement leurs pertes. Malgré ce rebond partiel, la majorité des secteurs est restée orientée à la baisse, notamment les matériaux de base et la consommation discrétionnaire, tandis que les valeurs énergétiques ont constitué le principal soutien, dans un contexte où les investisseurs ont continué de privilégier les actifs liés aux hydrocarbures au détriment des segments les plus sensibles aux taux. D'autant que les grandes banques centrales, la Réserve Fédérale, la BCE, la BoE, la BNS ou encore la *Riksbank* ont laissé leurs taux directeurs inchangés en adoptant un ton résolument prudent face aux risques inflationnistes liés au conflit. Les banques centrales privilégient leur objectif sur l'inflation par rapport aux risques sur la croissance, ce qui a contribué à la hausse généralisée des taux longs souverains, avec un taux à 10 ans américain à 4,33% au plus haut de la séance, avant de revenir à 4,28% en clôture américaine. Les *Gilts* britanniques franchissent les 4,87% (plus haut de 14 mois) et les Bunds allemand atteignant également des niveaux inédits depuis plus de deux ans. Les propos de Jerome Powell ont continué d'influencer

fortement les anticipations de marché : les investisseurs intégrant désormais un scénario de *statu quo* prolongé, et de l'absence de toute baisse de taux avant 2027 selon les contrats à terme, dans un environnement où la hausse des prix de l'énergie pourrait durablement entretenir des pressions inflationnistes.

Sur le plan macroéconomique, les données du jour ont paradoxalement renforcé cette lecture restrictive de la politique monétaire, avec des inscriptions hebdomadaires au chômage en baisse à 205 000 (contre 215.000 attendus), témoignant de la solidité persistante du marché du travail américain, tandis que l'indice manufacturier de la Fed de Philadelphie est ressorti nettement au-dessus des attentes à + 18,1, confirmant une activité régionale robuste. Seul bémol, les ventes de logements neufs ont fortement chuté.

Du côté des valeurs, la séance a été marquée par plusieurs replis significatifs au sein des grandes capitalisations, notamment **Micron Technology** (- 3,8%), sanctionné par des dépenses d'investissement élevées, **Tesla** (- 3,2%) pénalisé par l'élargissement d'une enquête réglementaire sur ses systèmes de conduite autonome. Les valeurs technologiques sont globalement en baisse : **Netflix** (- 3,1%), **Nvidia** (- 1,0%), **Meta Platforms** (- 1,4%), **Amazon** (- 0,5%), **Apple** (- 0,4%) et **Microsoft** (- 0,7%) ont également contribué à la pression sur les indices, illustrant la faiblesse persistante des « *Magnificent Seven* ». A l'inverse, certaines valeurs liées à l'énergie et au gaz naturel ont progressé, à l'image de **Cheniere Energy** (+ 6,0%) ou **Antero Resources** (+ 4,0%), profitant des perspectives de hausse des exportations américaines de *GNL* après les dégâts subis au Qatar, tandis que quelques valeurs ont tiré leur épingle du jeu, à l'image d'**Accenture** (+ 4,3%) après des résultats solides.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. *Les US en Actions*.

Asia Dow Index - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

La bourse japonaise est fermée ce matin pour un jour férié national au Japon : l'équinoxe de printemps.

Le **Shanghai Composite** est en baisse de 0,7% et le **Hang Seng** reçue de - 0,8%. Les inquiétudes concernant l'impact économique et inflationniste de la guerre en Iran et la hausse des prix de l'énergie continuent de pénaliser les indices boursiers chinois. Certes, le recul des prix du pétrole a apporté un certain soulagement après que le président américain Donald Trump a exclu le déploiement de troupes terrestres au Moyen-Orient, et que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël s'abstiendrait de nouvelles frappes contre les infrastructures énergétiques iraniennes. La Chine est également mieux placée que d'autres économies asiatiques pour affronter le choc pétrolier après des années de constitution de réserves et de diversification de son mix énergétique vers les énergies renouvelables. Mais, le moral des investisseurs chinois est resté fragile après la correction de Wall Street et la volatilité des prix du pétrole reste une préoccupation. Sur le plan domestique, **la Banque Populaire de Chine (PBoC) a maintenu ses taux clés de prêt inchangés à des niveaux historiquement bas pour un dixième mois consécutif, comme attendu**. Le taux préférentiel sur un an (*LPR*), référence pour la plupart des emprunts des entreprises et des ménages, est conservé à 3,0%, tandis que le *LPR* sur cinq ans, utilisé pour les prêts hypothécaires, reste à 3,5%. Cette posture prudente reflète la flambée des prix du pétrole et les tensions au Moyen-Orient qui assombrissent les perspectives d'inflation, parallèlement à l'objectif de croissance plus bas de Pékin pour 2026, de 4,5% à 5,0%, son plus faible depuis 1991, réduisant l'urgence d'un assouplissement. De plus, les données du début de l'année indiquaient une résilience, la production industrielle et les ventes au détail dépassant les prévisions et un rebond des investissements dans les immobilisations. Pourtant, sur le plan intérieur, les

tensions du secteur immobilier, le sentiment faible et les embauches prudentes continuent de peser sur la consommation... Les marchés chinois sont désormais en voie de connaître une troisième perte hebdomadaire consécutive. Les inquiétudes concernant le *pipeline* d'introduction en bourse à Hong Kong, dans un contexte de surveillance plus stricte de Pékin sur les entreprises chinoises *offshore* constituées, ont renforcé la pression.

Le **KOSPI** est en hausse de 0,5%, progressant légèrement par rapport à la session précédente, alors que l'apaisement des inquiétudes concernant un conflit prolongé au Moyen-Orient a renforcé l'appétit pour de risque. Le won coréen s'est également renforcé, apportant un soutien supplémentaire aux actions. Les performances des grandes capitalisations sont mitigées, avec des baisses chez Samsung Electronics et SK Hynix limitant les gains de l'indice, tandis que LG Energy Solution (+ 0,4%), Samsung Biologics (+ 1,3%) et Doosan Enerbility (+ 2,9%) sont en hausse. Le conflit au Moyen-Orient reste un risque clé, avec des prix élevés du pétrole et des préoccupations persistantes sur l'approvisionnement qui devraient maintenir la volatilité élevée à court terme.

Le **S&P/ASX 200** a reculé de 0,8%, prolongeant la forte baisse de 1,7% lors de la session précédente pour atteindre un nouveau plus bas en quatre mois, alors que les mineurs continuent de s'affaiblir grâce à la baisse des cours des matières premières. L'indice connaît une troisième perte hebdomadaire consécutive, la flambée des prix de l'énergie, liée au conflit au Moyen-Orient, alimentant les inquiétudes d'inflation, augmentant le risque d'un nouveau resserrement de la politique de la *RBA*. Pourtant, les marchés monétaires sont divisés quant à la possibilité qu'une nouvelle hausse puisse survenir dès mai, tandis qu'une mesure en août est pleinement intégrée. BHP Group et Rio Tinto sont en baisse respectivement de 1,8% et 2,9%. Les miniers or chute de 3,3%, à un plus bas en quatre mois, Newmont perd 6,9%, tandis que le sous-indice de l'énergie a légèrement reculé de 0,2% dans un contexte de baisse des prix du pétrole. Du côté positif, les valeurs dans la finance ont surperformé, les « Big Four » sont dans le vert.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

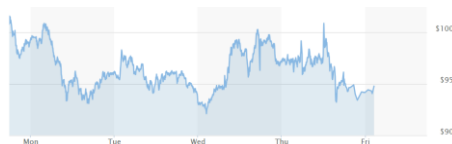
La séance obligataire a été marquée par une nette tension des rendements à l'échelle mondiale, dans un contexte dominé par le choc géopolitique au Moyen-Orient et le retour brutal des anticipations inflationnistes. Aux Etats-Unis, les taux à 10 ans sont montés à 4,33%, un plus haut de près de sept mois, avant de retomber à 4,28% en clôture et, ce matin en Asie, fluctuer autour des 4,28%. Le discours de Jerome Powell, qui pourtant été très peu conclusif, a été interprété comme excluant toute baisse de taux sans progrès tangible sur l'inflation, effaçant l'un des soutiens au taux longs. De plus, les statistiques macroéconomiques sont restées robustes : les inscriptions hebdomadaires au chômage ont reculé à un plus bas de neuf semaines et l'indice manufacturier de la *Fed* de Philadelphie a surpris nettement à la hausse. La hausse des taux longs a également été accentuée par la flambée des anticipations inflationnistes liées à l'envolée des prix de l'énergie dans le sillage du conflit Iran-Israël. En fin de séance toutefois, un repli des prix du pétrole et des ventes de logements neufs décevantes ont permis un léger rebond technique des *Treasuries*. En Europe, la tension a été encore plus spectaculaire, avec un Bund allemand à 10 ans franchissant brièvement la barre symbolique des 3,0%, un plus haut depuis plus d'une décennie, tandis que les OAT françaises, les BTP italiens et les *Gilts* britanniques ont tous fortement progressé. La BCE, sans surprise, a maintenu son taux de dépôt à 2%, mais a adopté un ton plus restrictif, révisant à la hausse ses prévisions d'inflation et à la baisse celles de croissance pour 2026, tout en soulignant les risques liés à la guerre au Moyen-Orient. Les marchés monétaires

anticipent désormais clairement un cycle de resserrement, avec plus de 50 pb de hausses intégrées d'ici la fin de l'année, un revirement complet par rapport aux attentes de baisse de taux avant le conflit. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a également maintenu son taux directeur à 3,75% à l'unanimité, signalant une vigilance accrue face aux risques inflationnistes, ce qui a propulsé les rendements du *Gilts* à des sommets de plus d'un an, à 4,85%. La hausse des prix du gaz et du pétrole, exacerbée par les attaques sur les infrastructures énergétiques au Qatar et en Irak, a alimenté les craintes d'un choc inflationniste durable, renforçant les anticipations de resserrement monétaire. Toutefois, en fin de séance, les taux longs se détendent : 2,96% (+ 1,2 pb) pour l'Allemagne, 3,635% (+ 2,4%) pour les OAT, 3,776% (+ 3,7 pb) pour les BTP italiens et enfin 3,454% (+ 1,0 pb) pour les Bonos espagnols. Les *Gilts* clôturent à 4,783% (+ 10,3 pb). Enfin, la Suisse fait figure d'exception relative, avec des taux longs peu évolutifs grâce à son statut de valeur refuge et une inflation toujours très faible, permettant à la banque centrale de maintenir une politique accommodante.

Sur le marché des changes, la séance a été marquée par un net affaiblissement du dollar, le *Dollar Index* est passé de 100,2 à 99,1, avant de rebondir à 99,45 ce matin en Asie, sous l'effet d'un repositionnement global des anticipations monétaires. Le marché des changes a réagi au durcissement relatif du ton des autres grandes banques centrales européenne, réduisant l'avantage comparatif du billet vert. Les anticipations sont sur un *statu quo* aux Etats-Unis, mais une hausse sur la *BoE* et la *BCE*. Mais, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la flambée des prix de l'énergie continuent d'alimenter les anticipations inflationnistes, compliquant la trajectoire monétaire américaine et limitant les perspectives d'assouplissement. En Europe, l'euro s'est nettement apprécié, franchissant la zone de 1,15 \$, soutenu par une *BCE* qui, tout en maintenant ses taux à 2%, a adopté une posture plus restrictive face aux risques inflationnistes liés au choc énergétique. Les marchés anticipent désormais clairement plusieurs hausses de taux cette année, un changement radical par rapport aux attentes d'assouplissement précédentes. La livre sterling a également progressé, la Banque d'Angleterre ayant maintenu ses taux à 3,75% tout en signalant une vigilance accrue face à une inflation potentiellement ravivée par la hausse des prix du pétrole. A l'inverse, le franc suisse a légèrement reculé après le *statu quo* de la Banque Nationale Suisse, qui reste prête à intervenir pour limiter l'appréciation de sa devise malgré un contexte de forte demande refuge. En Asie, le yen s'est fortement redressé, revenant vers 158,4 contre dollar après avoir approché les 160 en début de semaine, porté par la perspective d'un resserrement monétaire progressif de la Banque du Japon. Bien que celle-ci ait maintenu son taux à 0,75%, plusieurs signaux, dont une dissension interne en faveur d'une hausse immédiate, renforcent l'idée, aux yeux des cambistes, d'une normalisation prochaine, dans un contexte d'inflation alimentée par l'énergie. Le reflux des prix du pétrole en fin de période, après des annonces géopolitiques plus modérées, a également soutenu la devise japonaise. En Chine, le yuan *offshore* a légèrement reculé face au dollar, pénalisé par un regain de fermeté du billet vert en fin de séance, mais il conserve une performance hebdomadaire positive. La banque centrale chinoise maintient une politique prudente, laissant ses taux inchangés pour le dixième mois consécutif, dans un contexte de croissance modérée et d'incertitudes accrues liées à la hausse des coûts énergétiques. Enfin, les devises liées aux matières premières, comme le dollar australien, ont été soutenues par des politiques monétaires déjà engagées dans un cycle restrictif, la banque centrale australienne ayant procédé à une nouvelle hausse de taux. Globalement, la hiérarchie des devises est désormais largement dictée par les anticipations de resserrement monétaire et l'exposition relative des économies au choc énergétique mondial.

La séance sur les métaux précieux a été marquée par une volatilité extrême et un retournement brutal de tendance, dans un contexte dominé par le choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient et le durcissement généralisé des anticipations monétaires. L'or est passé de 4 850 à 4 552, avant de rebondir à 4 730 et se stabiliser, ce matin, sur les 4 700 \$. Après un plus bas depuis début janvier, il enregistre ainsi une septième séance consécutive de baisse. Cette correction s'explique principalement par la réévaluation des perspectives de politique monétaire. L'argent a suivi une trajectoire encore plus heurtée, chutant de plus de 10%, il est tombé à 65 \$ l'once, un plus bas de plusieurs mois, avant de rebondir à 74 \$ et se stabiliser, ce matin, à 72,6 \$, mais restant orienté vers une troisième baisse hebdomadaire consécutive. Ce mouvement amplifié reflète à la fois sa sensibilité aux taux d'intérêt et son exposition au cycle économique. Globalement, le marché des métaux précieux subit un arbitrage défavorable, les investisseurs privilégiant des actifs offrant du rendement dans un environnement où l'inflation repart à la hausse et où les banques centrales repoussent toute perspective d'assouplissement monétaire.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

La séance sur le marché du pétrole a été marquée par une forte volatilité. Sur les dernières 24h, le *WTI* est passé de 97,3 \$ à 101,5 \$, avant de chute à 93,0 \$ et revenir, ce matin, à 94,1 \$. Le Brent connaît un mouvement similaire, passant de 107,4 \$ à 112,0 \$, avant de retomber à 106,6 \$. Le mouvement de détente s'explique principalement par des signaux d'apaisement relatifs, notamment l'engagement des grandes puissances européennes et du Japon à sécuriser le détroit d'Ormuz, ainsi que par les annonces américaines visant à accroître l'offre, incluant une levée potentielle de certaines sanctions sur le pétrole iranien et un recours aux réserves stratégiques. **Les déclarations de Donald Trump, excluant l'envoi de troupes au sol et appelant Israël à cesser ses frappes sur les infrastructures énergétiques iraniennes**, ont également contribué à calmer les anticipations de marché. Néanmoins, malgré ce repli, les prix restent à des niveaux exceptionnellement élevés, avec une hausse mensuelle dépassant 40%, témoignant de la persistance d'un choc d'offre majeur. En effet, les attaques ciblées sur des infrastructures critiques au Qatar, au Koweït, en Arabie saoudite et en Iran ont provoqué des interruptions de production significatives, tandis que le blocage de facto du détroit d'Ormuz continue de perturber les flux énergétiques mondiaux. Cette situation a entraîné une envolée parallèle des prix du gaz naturel, notamment en Europe où les cours ont bondi jusqu'à 35%, accentuant les tensions inflationnistes globales. Aux États-Unis, la hausse des prix a incité les producteurs, notamment dans le Dakota du Nord, à relancer certains puits, mais l'augmentation de l'offre reste contrainte à court terme par des facteurs structurels et budgétaires. Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie a annoncé une libération massive de stocks stratégiques, à hauteur de 400 millions de barils, principalement sous forme de brut, afin de stabiliser les marchés, ce qui a également contribué à la détente des prix en fin de période. La volatilité reste extrêmement élevée, les marchés restant suspendus à l'évolution du conflit, toute nouvelle attaque sur des infrastructures énergétiques pouvant rapidement propulser les prix vers de nouveaux sommets, certains investisseurs évoquent un scénario à 120 \$ le baril en cas d'escalade supplémentaire. Globalement, la séance illustre un marché tiraillé entre des fondamentaux extrêmement haussiers liés aux perturbations de l'offre et des tentatives de stabilisation orchestrées par les grandes puissances.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.